

### Réponses des Etats à la question 10.a) – Echéance pour les réponses : le 31 janvier 2014

#### Question 10 : Programmes ou mesures d'intervention préventive

a) Quelles mesures législatives ou autres ont été prises pour s'assurer que les personnes qui craignent de commettre l'une des infractions établies conformément à la Convention peuvent accéder à des programmes ou mesures d'intervention efficaces destinés à évaluer et à prévenir les risques de passage à l'acte? Veuillez préciser à quelles conditions, s'il y a lieu (article 7, Rapport explicatif, par. 64)

Structure du tableau :

- 1) L'Etat partie a-t-il répondu au questionnaire ?
- 2) L'Etat partie a-t-il répondu à la question 10.a) ?
- 3) Est-ce que l'Etat répond pertinemment et spécifiquement à la question posée ?
- 4) Détails de la réponse et, le cas échéant, des mesures ou des programmes visant les personnes qui craignent de commettre un abus sexuel sur enfant

Légende :

L'Etat n'a pas répondu au questionnaire

L'Etat n'a pas répondu à la question 10.a)

La réponse est noyée ou n'est pas pertinente

L'Etat a répondu sincèrement, mais il n'y a pas de mesure/programme spécifiques

L'Etat a répondu pertinemment – des mesures de prévention ont été adoptées

Pays	1) Rép.	2) Q.10a	3) Pertinence	4) Détails de la réponse et des éventuels programmes/mesures
Albanie	oui	non		
Allemagne	oui	oui	oui	<p>« Depuis 2008 le Ministre Fédéral de Justice et Protection du Consommateur (BMJV) soutient financièrement le « Projet de Prévention des Cas Non-détectés », un projet de recherche et de thérapie lancé en 2005 à l'Institut de Sexologie et de Médecine Sexuelle de la Clinique Universitaire de la Charité de Berlin.</p> <p>Le but du projet est de fournir des mesures thérapeutiques à ceux qui se sentent sexuellement attirés par les enfants et/ou par les jeunes afin de prévenir un premier abus sexuel sur mineur ou des récidives.</p> <p>L'objectif est d'établir un contact avec des potentiels auteurs avant qu'ils commettent une agression sexuelle. Malgré le fait qu'il est impossible de changer l'inclination sexuelle d'une personne, les patients peuvent, pendant le traitement, apprendre à contrôler leurs impulsions et leur comportement.</p> <p>Par la suite, le « Projet de Prévention de la Pédopornographie » a été lancé en 2009.</p> <p>Il s'adresse à ceux qui consomment ou ont l'intention de consommer de la pédopornographie.</p> <p>Ces deux projets ont été pris en charge par l'Université « Outpatient Clinic Sexual Medicine » établie à la Charité en 2010. Depuis, le projet a été élargi à un réseau d'échelle nationale (« Kein Täter werden »), qui maintenant offre des mesures thérapeutiques basées sur des standards de qualité généraux, dans 8 centres.</p> <p>Il est planifié d'introduire ces mesures dans des centres de toute l'Allemagne. Depuis mars 2013, env. 2'800 potentiels patients ont déjà contacté un des points régionaux du réseau. Le projet a déjà rencontré un large intérêt international. Des demandes de financement du BMJV pour le projet ont été posées pour la période 2014-16. »<sup>i</sup></p>
Andorre	non			
Arménie	oui	non		[Réponse unique aux questions 10 et 11 ; sujet noyé]
Autriche	oui	oui	oui, mais peu détaillée <sup>ii</sup>	<p>« Des centres de conseil pour les hommes, subsidiés par le Ministère fédéral de l'Economie, de la Famille et de la Jeunesse, offrent du conseil et de la thérapie à tous les hommes qui craignent qu'ils pourraient commettre une des infractions établies par la Convention (gratuitement ?).</p> <p>Un programme spécial (LIMES) pour les jeunes garçons qui ont commis des atteintes sexuelles est également soutenu par ce Ministère. »</p>
Azerbaïdjan	oui	oui	non	[La réponse traite du problème des enfants utilisés pour la mendicité.]

Belgique	oui	oui	non	« Voir la réponse sous la question b) qui donne un aperçu général pour toutes les catégories des personnes. » [En réalité, dans la réponse b), très longue, il n'est question que d'auteurs.]
Bosnie-Herzegovina	oui	non		
Bulgarie	oui	oui	non	[Renforcement des sanctions pénales pour les auteurs – extraits du code pénal]
Chypre	oui	oui	(oui)	« Aucune mesure législative ou autre dans ce domaine. » <sup>iii</sup>
Croatie	oui	oui	(évasif)	[La réponse fait référence au système de santé (aussi psychique) croate, qui serait à même d'aider dans la prévention des troubles psychiques.]
Danemark	oui	oui	oui	<i>Création, en 1986, d'une Clinique de sexologie dans la région de la capitale. Evaluation, conseil et traitement pour les personnes "avec des pensées sexuelles ou des comportements sexuels "adverses" qui pourraient être causés par des problèmes psychologiques, psychiatriques ou sociaux »<sup>iv</sup>. Le conseil peut être fourni anonymement par téléphone et est assuré par des psychologues ou des médecins spécialement formés. Le traitement comprend le travail en individuel ou en groupe. La Clinique est également active dans la recherche. En collaboration avec Save the Children, le Centre de conseil et de traitement Janus et le Service de Santé mentale de la région de la capitale du Danemark ont mis sur pied le site web <a href="http://www.brydcirklen.dk">www.brydcirklen.dk</a>, qui fait partie d'une campagne de prévention des abus sexuels envers les enfants plus large, et qui offre également de l'aide et du conseil aux personnes se sentant à risque.</i>
Espagne	oui	oui	non	[Exemples de mesures pour les mineurs auteurs de violences diverses et/ou d'abus sexuels et pour les enfants victimes.]
Estonie	oui	oui	(évasif)	« Dans un tel cas, la personne peut chercher de l'aide auprès d'un psychiatre, un sexologue ou un autre spécialiste à ses propres frais. Aux auteurs condamnés d'abus sexuel un traitement interne est offert. » <sup>v</sup>
Finlande	oui	oui	oui (?)	« Actuellement il est possible pour les personnes craignant de commettre une des infractions mentionnées de rechercher de l'aide auprès du système de santé publique général. Il y a aussi une organisation privée, Sexpo ry, qui organise des thérapies pour les personnes qui ont ce genre de peurs. Sexpo ry a récemment planifié un programme de prévention pour les personnes ayant ces peurs, et ils sont en train de demander des fonds à l'Association finlandaise Slot Machine. » <sup>vi</sup>
France	oui	oui	non	[La réponse traite de la question du trafic d'enfants à des fins sexuels, également outre-mer.]
Géorgie	oui	non		

Grèce	oui	oui	(oui)	« Pour l'instant, il n'y a aucun cadre de référence global pour les personnes craignant de commettre des abus sexuels envers les enfants ou de l'exploitation sexuelle, qui voudraient participer à des programmes d'intervention. Toutefois, ces individus peuvent toujours demander une assistance auprès des services de santé mentale et des unités d'intervention psychosociale du Service national de santé grec (« ESY »). »
Hongrie	non			
Irlande	non			
Islande	oui	oui	(oui)	[Pas de programme spécifique autre que celui pour enfants et jeunes avec des comportements sexuels problématiques (rép. 6c)]
Italie	oui	oui	non (?)	[La réponse mélange les § a) et b) et est axée sur les mesures pour les auteurs d'abus et les victimes. Il est toutefois fait mention d'une ligne d'aide téléphonique/chat/email (Telefono Azzurro), que tous les enfants et les adultes ayant un souci concernant les enfants peuvent contacter (www.telefonoazzurro.it)]
Lettonie	oui	oui	(oui)	[Pas de programme spécifique – possibilité de s'adresser à des psy.]
Ex-République yougoslave de Macédoine	non			
Liechtenstein	non			
Lituanie	oui	oui	(!)	« Toute personne devrait avoir la possibilité de s'adresser directement à un centre de santé psychique (sans une carte de rdv) et de recevoir une aide en santé mentale primaire par des psychiatres ou psychologues ; les personnes ayant peur de commettre un acte criminel envers les enfants ne faisant pas exception à ce principe. » <sup>vii</sup>
Luxembourg	oui	oui	(oui)	« Il n'existe pas de mesures législatives spécifiques relatives à cette problématique. »
Malte	oui	non		
Moldavie	oui	oui	non	[Assistance aux enfants victimes d'exploitation sexuelle.]
Monaco	oui	oui	non	[Réponse unique pour 10a et 10b – ne parle que d'injonction de soins.]
Monténégro	oui	oui	(oui)	Il n'existe pas encore de programme ou mesures spécifiques. Néanmoins, possibilité de s'adresser aux services de santé mentale pour une aide qualifiée.
Norvège	non			
Pays-Bas	oui	oui	oui	« En général les personnes qui ont peur de commettre un abus sexuel envers les enfants peuvent demander (littéralement : « sont éligibles pour ») un traitement auprès du système de

				<i>santé psychologique et psychiatrique des Pays-Bas. Au vu des nombreux tabous concernant la pédophilie, il est important de permettre aux potentiels auteurs d'abus sexuels sur enfants ou aux personnes dans leur environnement proche (personnes de confiance) d'exprimer leur besoin de s'engager dans des programmes d'intervention. Dans un projet pilote, la « Dutch internet hotline » et une institution de psychologie forensique ont lancé un projet (« Stop it now ») dans lequel ces personnes peuvent – dans un premier temps anonymement – prendre contact. Le Gouvernement finance la phase pilote de ce projet, qui ensuite devra devenir financièrement autonome. »<sup>viii</sup></i>
Pologne	non			
Portugal	oui	oui	non	[Réponse unique pour 10a et 10b – il est question d'un programme pour éviter la récidive.]
République tchèque	non			
Roumanie	oui	oui	(oui)	<i>« Il n'existe aucun service ou programme pro-actif pour les personnes qui craignent qu'elles pourraient commettre une des infractions dont il est question dans la Convention; toutefois elles peuvent faire appel sans restrictions aux services de santé mentale publics et privés, comme tout autre citoyen. »<sup>ix</sup></i>
Royaume-Uni	non (!)			
Russie	oui	oui	(non)	[Il est question de mesures législatives et thérapeutiques pour les personnes ayant commis des abus sexuels. A noter que le thème de la présence ou non d'un trouble pédophilique est évoqué à plusieurs reprises, ainsi que la notion de « maladie » (ils ne sont pas forcément malades – « insane »). Dans certains cas, les condamnés peuvent être obligés à suivre des traitements médicamenteux et de contrôle social.]
Saint-Marin	non			
Serbie	oui	oui	(oui/non)	[2 réponses : celle d'une ONG (ASTRA) et celle du Gouvernement. D'après ASTRA, à leur connaissance il n'y a aucun programme ou mesure de ce type. Le Gouvernement répond en citant de longues parties de code pénal concernant les auteurs]
Slovaquie	non			
Slovénie	oui	oui	(oui)	[Aucun service de ce type ni dans les institutions d'éducation ni dans le réseau de santé publique.]
Suède	oui	oui	oui	<i>« L'Hôpital universitaire de Karolinska (Centre pour l'Andrologie et la Médecine sexuelle, CASM) constitue un facteur important pour assurer que les personnes craignant de commettre des agressions sexuelles aient accès à des programmes d'intervention et à des mesures pour</i>

				<p><i>prévenir les risques de commettre un abus.</i></p> <p><i>Le CASM reçoit des patients avec une déviance sexuelle et des comportements sexuels compulsifs ou des addictions sexuelles. Le Gouvernement garantit des fonds au CASM pour le développement et pour assurer la qualité de l'activité consistant à recevoir des personnes ayant commis ou à risque de commettre des actes de violence sexuelle.</i></p> <p><i>Le Gouvernement a décidé de développer des activités pour les personnes qui ne sont pas assujetties à des mesures dans le cadre par exemple d'un traitement correctionnel ou des institutions de protection de l'enfance. Ce développement comprend les parties suivantes :</i></p> <p><i>1) Etablir une « Stop line » envers la violence sexuelle en développant les services téléphoniques et internet existants dans le but d'atteindre un public plus large qu'actuellement, par ex. des personnes – prioritairement des hommes – qui ont commis ou sont à risque de commettre des actes de violence sexuelle, leur entourage, et les professionnels dans les services concernés ;</i></p> <p><i>2) Répertorier (« survey ») les services locaux actifs dans le domaine afin de pouvoir orienter les personnes à la recherche d'une aide et leurs familles sur tout le sol national, et de créer les bases pour un réseau national de professionnels (« caregivers » = pourvoyeurs de soins) et d'autres acteurs dans le secteur ;</i></p> <p><i>3) Développer des traitements et des méthodes de travail utilisés actuellement par le CASM avec les personnes ayant commis ou à risque de commettre des actes sexuels violents. Le efforts de développement du CASM ont également pour but de joindre les proches des personnes du groupe cible, ainsi que les professionnels des équipes qui les reçoivent. »<sup>x</sup></i></p>
Suisse	oui	oui	La plupart des éléments fournis ne répondent pas à la question	« [...] l'Office fédéral des assurances sociales [...] soutient par ex. l'offre d'aide et de conseils 147 de Pro Juventute [...] ainsi qu'un nouveau projet d'ONG « Pour éviter le premier passage à l'acte d'abus sexuels sur enfant » Espace DIS NO). »
Turquie	oui	oui	(!)	10)a+b: « <i>Nous n'avons reçu aucune information détaillée concernant des programmes ou mesures dont il est question. D'autre part, en cas de demande de la part d'une personne qui craindrait de commettre une des infractions établies, le Ministre de la Santé devrait fournir un support psychologique effectif.</i> » <sup>xi</sup>
Ukraine	oui	oui	non (!)	[La réponse développe plutôt un certain nombre de mesures auxquelles sont astreints non

				seulement les condamnés, mais aussi les suspects : apparaître devant un officier avec une certaine périodicité ; informer du changement de domicile ; entreprendre un traitement contre l'addiction à l'alcool ou à la drogue, etc.]
--	--	--	--	--

<sup>i</sup> Since 2008 the Federal Ministry of Justice and Consumer Protection (BMJV) has provided financial support to the "Prevention Project Undetected Cases", a therapy and research project launched in 2005 at the Institute of Sexology and Sexual Medicine at the Charité University Clinic in Berlin. The aim of the project is to provide therapeutic measures to those who feel sexually attracted to children and/or juveniles in order to prevent initial or repeated sexual abuse of minors.

The objective is to establish contact to potential perpetrators before they actually commit sexual offences. Even though it is impossible to change a person's sexual inclinations, patients can, over the course of treatment, learn to control their impulses and behaviour.

The "Prevention Project Child Pornography" was subsequently launched in 2009.

It addresses those who consume or intend to consume child pornography.

Both projects were taken forward in the context of the University Outpatient Clinic Sexual Medicine established at the Charité in 2010. The project has since been expanded into a nationwide prevention network.

("Don't be a perpetrator") that now offers therapeutic measures based on common quality standards at a total of eight sites. There are plans to introduce the measure at sites across the whole of Germany. By March 2013 some 2,800 potential patients had already contacted one of the network's focal points. The project has already met with great interest abroad. Applications have been made for project funding from the BMJV for the period 2014–16.

<sup>ii</sup> "1. Men counselling centres, which are subsidized by the Federal Ministry of Economy, Family and Youth offer counselling and therapy to all men who fear that they may commit any of the offences established in accordance with the Convention free of charge. A special programme (LIMES) for young men who committed sexual offenses is also supported by the Federal Ministry of Economy, Family and Youth."

<sup>iii</sup> No such legislative or other measures at place

<sup>iv</sup> people with sexually adverse thoughts or behaviour which might be caused by psychological, psychiatric, somatic or social issues

<sup>v</sup> In such case, a person can turn psychiatrist, sexologist or other specialist for help, while covering their own costs. Sentenced persons are offered integrated treatment aimed at sex offenders.

<sup>vi</sup> Currently it is possible for the persons who fear that they might commit any of the offences established in accordance to the Convention to seek help through the general public health care. There is also a private organization Sexpro ry, which is organizing therapy for persons who might have such fears. Sexpro ry and Åbo Akademi have recently planned a preventive program for people who have such fears and are currently applying for funding from Finland's Slot Machine Association (RAY), that annually distributes funds to various health and social welfare organisations based on applications

<sup>vii</sup> a person shall have an possibility of addressing directly (without an appointment card) a mental health care centre and receive primary mental health care services provided by psychiatrist, psychologist, with persons afraid of committing criminal act against children's freedom of sexual self-determination and inviolability being no exception to that)

<sup>viii</sup> In general people who fear that they may commit child sexual abuse offences are eligible for treatment within the psychological/psychia

---

tric health care in the Netherlands. Because of the many taboos concerning paedophilia it is important to enhance the possibilities for potential child sexual abusers or persons in their direct circle of trust to be able to articulate their need for enrolling in intervention programs. In a pilot project the Dutch internet hotline and a forensic psychological institution started a project ("Stop it now") in which such persons can –at first anonymously –make contact with such a program. Government is subsidizing the start of this project, which will later on have to become self-financing.

<sup>ix</sup> There are no services or pro-active programs for persons fearing they might commit one of the offences provided for by the Convention, however they can make use without any restrictions to public and private mental health services, the same like any other citizen.

<sup>x</sup> Karolinska University Hospital (Centre for Andrology and Sexual Medicine, CASM) is an important factor in the work of ensuring that persons who fear that they may commit sexual offences have access to intervention programmes and measures for preventing the risks of offences being committed. CASM receives patients with sexual deviance and compulsive sexual behaviour or sexual addiction. The Government has granted CASM funds for the development and quality assurance of the activity that receives persons who commit or risk committing acts of sexual violence.

The Government decided to develop activities geared towards persons who are not subject to measures within the framework of e.g. correctional treatment or institutional youth care. Such development comprises the following parts: 1)to establish a "stop line" against sexual violence by developing existing telephone and internet services with the aim of reaching a larger and broader target group than at present, i.e. persons, primarily men, who commit or risk committing acts of sexual violence, persons close to them, and staff in relevant services; 2)to survey local services in the field with the aim of being able to refer people seeking help and their families from all over the country, and to create the basis for a national network of caregivers and other actors in the area; 3)to develop treatment and working methods currently used at CASM with people who commit or risk committing acts of sexual violence. The development efforts at CASM are also intended to reach people close to those in the target group, as well as the staff that receive them.

<sup>xi</sup>We have not received any detailed information regarding the ongoing or proposed Intervention programme/measures. On the other hand,in case of an application by persons who fear that they may commit any of the offences established in accordance with the Convention, the Ministry of Health shall provide effective psychological support.